

## AVIZUL CURȚII DIN 10 APRILIE 1992

### emis în temeiul articolului 228 alineatul (1) din Tratatul CEE

#### Avizul nr. 1/92 al Curții

(Proiect de acord între Comunitate, pe de o parte, și țările Asociației Europene a Liberului Schimb, pe de altă parte, privind crearea Spațiului Economic European)

Curtea de Justiție a fost sesizată cu o cerere de aviz, depusă la grefa Curții la 27 februarie 1992, formulată de Comisia Comunităților Europene în temeiul articolului 228 alineatul (1) al doilea paragraf din Tratatul de instituire a Comunității Economice Europene, conform căruia:

„Consiliul, Comisia sau un stat membru poate solicita în prealabil avizul Curții de Justiție cu privire la compatibilitatea acordului preconizat cu dispozițiile prezentului tratat. Acordul care a făcut obiectul unui aviz negativ al Curții de Justiție poate intra în vigoare numai în condițiile stabilite de la caz la caz în articolul 236.”

#### I – Prezentarea cererii de aviz

La 14 decembrie 1991, Curtea a emis avizul 1/91 privind compatibilitatea cu dispozițiile Tratatului CEE a unui proiect de acord privind crearea Spațiului Economic European (denumit în continuare „acordul” și, respectiv, „spațiul EE”). Conform acestui aviz, sistemul de control jurisdicțional, pe care acordul intenționa să-l pună în aplicare, era incompatibil cu tratatul.

La 14 februarie 1992, negocierile dintre Comisie și țările din AELS au dus la anumite modificări. Prin prezenta cerere, Comisia a solicitat avizul Curții în ceea ce privește compatibilitatea dispozițiilor din acord renegociate și, în special, a noilor articole 56 și 111 cu Tratatul CEE.

Textul dispozițiilor modificate din acord a fost atașat cererii de aviz. Curtea emite avizul pe baza versiunii franceze a textului acordului. În continuare, sintagma „Curtea” sau „Curtea de Justiție” desemnează Curtea de Justiție a Comunităților Europene.

#### II - Procedura

În conformitate cu articolul 107 alineatul (1) din Regulamentul de procedură al Curții, cererea de aviz a fost comunicată Consiliului și statelor membre. Nu a fost depusă nici o observație.

La cererea sa, Parlamentului European i s-a permis să prezinte observații.

Avocații generali au fost audiați de Curte în camera de consiliu la 31 martie 1992, în conformitate cu articolul 108 alineatul (2) din Regulamentul de procedură.

### III – Analiza acordului renegociat

Modificările aduse acordului vizează preambulul, partea a patra intitulată „Concurența și alte norme comune“ (articolele 56 și 64), partea a șaptea intitulată „Dispoziții instituționale“ capitolul 3 și protocoalele 33, 34 și 35.

Următorul considerent a fost adăugat la preambulul acordului:

Considérant que, dans le plein respect de l'indépendance des tribunaux, l'objectif des parties contractantes est d'arriver et de maintenir une interprétation et une application uniformes du présent accord et de celles des dispositions de la législation communautaire qui sont en substance reprises dans l'accord et d'arriver à un traitement égal des individus et des opérateurs économiques au regard des quatre libertés et des conditions de concurrence.

La partie a patra a acordului, intitulată „Concurența și alte norme comune“, articolele noi 56 și 64 au următoarea formulare:

*„Article 56*

*1. Les cas individuels tombant dans le champ d'application de l'article 53 sont traités par les autorités de surveillance conformément aux dispositions ci-après:*

*a) les cas individuels où seul le commerce entre Etats de l'AELE est affecté sont traités par l'Autorité de surveillance de l'AELE;*

*b) sans préjudice du sous-paragraphe (c), l'Autorité de surveillance de l'AELE décide également, conformément aux dispositions de l'article 58 du Protocole 21 et des règles adoptées pour sa mise en oeuvre, du Protocole 23 et de l'Annexe XIV, des cas où le chiffre d'affaires des entreprises concernées sur le territoire des Etats de l'AELE est égal ou supérieur à 33% de leur chiffre d'affaires sur le territoire couvert par le présent Accord;*

*c) la Commission des Communautés européennes décide de tous les autres cas, ainsi que de ceux visés au (b) ci-dessus dès lors que le commerce entre Etats membres de la Communauté est affecté, prenant en compte les dispositions prévues à l'article 58, au Protocole 21, au Protocole 23 et à l'Annexe XIV.*

*2. Les cas individuels tombant dans le champ d'application de l'article 54 sont traités par l'autorité de surveillance sur le territoire de laquelle est découverte une position dominante. Les règles prévues au paragraphe 1 (b) et (c) ci-dessus s'appliquent si la position dominante existe sur les territoires des deux autorités de surveillance.*

3.<sup>1</sup> Les cas individuels tombant sous l'alinéa (c) du paragraphe 1, dont les effets sur le commerce entre les Etats membres de la Communauté ou sur la concurrence à l'intérieur de la Communauté sont insignifiants sont traités par l'Autorité de surveillance de l'AELE.

4. Les termes 'entreprise' et 'chiffre d'affaires' sont aux fins de l'application du présent article définis au Protocole 22.

#### Article 64

1. Si l'une des autorités de surveillance considère que l'application par l'autre autorité de surveillance des articles 61 et 62 et de l'article 5 du Protocole 14 n'est pas conforme au maintien de conditions égales de concurrence sur le territoire couvert par le présent Accord, des échanges de vues ont lieu endéans deux semaines conformément à la procédure prévue au Protocole 27 paragraphe (f).

Si une solution n'a pas été trouvée d'un commun accord à la fin de ce délai de deux semaines, l'autorité compétente de la Partie contractante affectée par la distorsion de concurrence peut immédiatement adopter des mesures provisoires en vue d'y remédier. Des consultations ont lieu au sein du Comité mixte de l'EEE en vue de trouver une solution communément acceptable.

Si dans les trois mois le Comité mixte de l'EEE n'a pas été capable de trouver une telle solution, et si la pratique en question cause ou menace de causer une distorsion de concurrence en affectant les échanges entre les Parties contractantes, les mesures provisoires peuvent être remplacées par des mesures définitives, strictement nécessaires pour compenser les effets d'une telle distorsion. Les mesures qui apportent le moins de perturbation au fonctionnement de l'Accord doivent être choisies par priorité.

2. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux monopoles d'Etat qui sont établis après la signature du présent Accord.”

În partea a șaptea parte din acordul cu privire la dispozițiile instituționale, secțiunea 3, intitulată „the EEA courts“ a fost eliminată (vechile articole 95–103). În continuare, această parte conține un capitol 3 intitulat „Omogenitate, procedura de supraveghere și soluționare a litigiilor“, ale cărui dispoziții sunt formulate după cum urmează:

„Section 1: De l'homogénéité

#### Article 105<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Procès-verbal agréé ad article 56, paragraphe 3.

Le terme „insignifiant“ figurant à l'article 56, paragraphe 3, de l'accord doit être compris dans le sens qu'il a dans la communication de la Commission sur les accords d'importance mineure qui ne sont pas visés par les dispositions de l'article 85, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté économique européenne (JO 1986, C 231, p. 2).

1. Afin de parvenir à l'objectif que les Parties contractantes se sont fixé d'arriver à une interprétation aussi uniforme que possible des dispositions du présent Accord et de celles de la législation communautaire qui sont reprises en substance dans le présent Accord, le Comité mixte de L'EEE agit conformément au présent article.

2. Le Comité mixte de l'EEE procède à l'examen permanent du développement de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes et de la Cour AELE. A cette fin, les arrêts de ces cours sont transmis au Comité mixte de l'EEE qui agit de telle sorte à préserver l'interprétation homogène du présent Accord.

3. Si, dans un délai de deux mois après que le Comité mixte de l'EEE ait été saisi d'une divergence de jurisprudence de ces deux cours, celui-ci n'a pas réussi à préserver l'interprétation homogène de l'Accord, la procédure prévue à l'article 111 peut s'appliquer.

#### Article 106

Dans le souci d'assurer une interprétation du présent Accord aussi uniforme que possible, dans le plein respect de l'indépendance des tribunaux, un système d'échange d'informations concernant les arrêts et/ou jugements rendus par la Cour de justice des Communautés européennes, le Tribunal de première instance des Communautés européennes, la Cour AELE et les juridictions de dernière instance des Etats de l'AELE est établi par le Comité mixte de l'EEE. Ce système comprend:

a) la transmission au greffe de la Cour de justice des Communautés européennes des arrêts et/ou jugements rendus par les juridictions précitées sur l'interprétation et l'application du présent Accord, d'une part, et du Traité établissant la Communauté économique européenne et le Traité établissant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier tels qu'amendés ou complétés, de même que les actes adoptés en application desdits Traités pour autant qu'ils concernent des dispositions qui sont identiques en substance au présent Accord, d'autre part;

b) le classement de ces arrêts et/ou jugements auprès du greffe de la Cour de justice des Communautés européennes y inclus, si nécessaire, la reproduction et la publication de traductions et résumés;

c) la communication par le greffe de la Cour de justice des Communautés européennes de tous les documents pertinents aux autorités nationales compétentes qui sont désignées par chaque Partie contractante.

#### Article 107

---

<sup>2</sup> Procès-verbal agréé ad article 105.

Les décisions prises par le Comité mixte de l'EEE en vertu de cette disposition ne peuvent, en aucun cas, affecter la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes.

*Les dispositions permettant à un Etat de l'AELE d'autoriser ses juridictions de demander à la Cour de justice des Communautés européennes une décision sur l'interprétation d'une disposition de l'Accord EEE figurent au Protocole 34.*

## *Section 2: De la procédure de surveillance*

### *Article 108*

*1. Les Etats de l'AELE instituent une autorité de surveillance indépendante, appelée ci-après l'Autorité de surveillance de l'AELE, de même qu'ils créent des procédures analogues à celles qui prévalent dans la Communauté, y inclus des procédures en vue d'assurer le respect des obligations prévues par l'Accord et le contrôle de la légalité des actes de l'Autorité de surveillance de l'AELE en matière de concurrence.*

*2. Les Etats de l'AELE instituent une Cour de justice ci-après dénommée Cour AELE. La Cour AELE est compétente, conformément à un accord séparé conclu entre les Etats de l'AELE, notamment pour:*

- a) les actions concernant la procédure de surveillance à l'égard des Etats de l'AELE;*
- b) les recours contre les décisions prises par l'autorité de surveillance de l'AELE dans le domaine de la concurrence;*
- c) le règlement des différends entre deux ou plusieurs Etats de l'AELE.*

### *Article 109*

*1. La Commission des Communautés européennes agissant sur base du Traité instituant la Communauté Economique Européenne, du Traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et du présent Accord, d'une part, et l'Autorité de surveillance de l'AELE, d'autre part, veillent au respect des obligations qui incombent aux Parties contractantes en vertu du présent Accord.*

*2. En vue d'assurer une surveillance uniforme à l'intérieur de l'EEE, la Commission des Communautés européennes et l'Autorité de surveillance de l'AELE coopèrent, échangent des informations et se consultent sur toute question de politique de surveillance et les cas individuels.*

*3. La Commission des Communautés européennes, d'une part, et l'Autorité de surveillance AELE, d'autre part, reçoivent toute plainte relative à l'application de l'Accord. Elles se communiquent mutuellement les plaintes reçues.*

*4. Chacune de ces instances instruit les plaintes qui relèvent de sa compétence de surveillance et répercute, le cas échéant, les plaintes qui relèvent de la compétence de surveillance de l'autre instance à cette dernière.*

5. En cas de désaccord entre les deux instances sur la suite à donner à la plainte ou sur le résultat de l'instruction, chacune des deux instances peut saisir le Comité mixte de l'EEE qui est alors chargé de traiter l'affaire conformément à l'article 111 ci-après.

#### Article 110

Les décisions prises par l'Autorité de surveillance de l'AELE et la Commission des Communautés européennes qui comportent, à la charge des personnes autres que les Etats, une obligation pécuniaire forment titre exécutoire. Il en est de même des jugements rendus dans le cadre du présent Accord par la Cour de justice des Communautés européennes, le Tribunal de première instance des Communautés européennes et la Cour AELE.

L'exécution forcée est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité que chaque Partie contractante désignera à cet effet et dont elle donnera connaissance aux autres Parties contractantes, à l'Autorité de surveillance de l'AELE, à la Commission des Communautés européennes, à la Cour de justice des Communautés européennes, au Tribunal de première instance des Communautés européennes et à la Cour AELE.

Après l'accomplissement de ces formalités à la demande de l'intéressé, celui-ci peut poursuivre l'exécution forcée en saisissant directement l'organe compétent, conformément à la législation de l'Etat sur le territoire duquel l'exécution forcée doit avoir lieu.

L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de justice des Communautés européennes s'agissant des décisions de la Commission des Communautés européennes, de la Cour de justice des Communautés européennes ou du Tribunal de première instance des Communautés européennes, ou d'une décision de la Cour AELE s'agissant des décisions de l'Autorité de surveillance de l'AELE ou de la Cour AELE. Toutefois, le contrôle de la régularité des mesures d'exécution forcée relève de la compétence des juridictions des Etats concernés.

#### Section 3: Du règlement des différends

##### Article 111

1. La Communauté ou un Etat de l'AELE peut soumettre tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord au Comité mixte de l'EEE conformément aux dispositions ci-après.

2. Le Comité mixte de l'EEE peut régler le différend. Tous les éléments d'information utiles pour permettre un examen approfondi de la situation en vue de régler le différend et de rechercher une solution acceptable pour les Parties contractantes sont fournis au

*Comité mixte de l'EEE. A cette fin, le Comité mixte de l'EEE examine toutes les possibilités en vue de maintenir le bon fonctionnement de l'Accord.*

*3. Si le différend porte sur l'interprétation des dispositions du présent Accord, qui sont identiques en substance aux règles correspondantes du Traité instituant la Communauté Economique Européenne et du Traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier ou des actes adoptés en application de ces deux traités et si le différend n'a pas été réglé dans les trois mois après qu'il ait été porté devant le Comité mixte de l'EEE, les Parties contractantes parties au différend peuvent se mettre d'accord pour demander à la Cour de justice des Communautés européennes de se prononcer sur l'interprétation des règles pertinentes. Si le Comité mixte de l'EEE n'est pas parvenu à une solution du différend dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle la procédure a été déclenchée ou si, dans ce même délai, les Parties contractantes parties au différend n'ont pas décidé de demander à la Cour de justice des Communautés européennes de se prononcer, une Partie contractante peut, en vue de remédier au déséquilibre possible,*

- soit prendre une mesure de sauvegarde répondant aux conditions de l'article 112, paragraphe 2, et conformément à la procédure prévue à l'article 113;*
- soit appliquer l'article 102 mutatis mutandis.*

*4. Si le différend porte sur le champ d'application ou la durée des clauses de sauvegarde prises en vertu des articles 111, paragraphe 3, ou 112, ou sur la proportionnalité des mesures de rééquilibrage prises en vertu de l'article 114, et si le Comité mixte de l'EEE n'est pas parvenu à résoudre le différend dans un délai de trois mois après que le conflit ait été porté devant lui, toute Partie contractante peut porter le différend à l'arbitrage conformément aux procédures prévues au Protocole 33. Aucune question d'interprétation des dispositions du présent Accord auxquelles il est fait référence au paragraphe 3 ci-dessus ne peut être réglée dans le cadre de telles procédures d'arbitrage. La sentence arbitrale est contraignante pour les parties au différend.”*

Protocolul nr. 33, la care se referă articolul 111 din acord, conține următoarele dispoziții:

*„Protocole 33: sur l'arbitrage*

- 1. Si un différend est soumis à l'arbitrage, le tribunal arbitral sera composé de trois membres, à moins que les parties au différend n'en décident autrement.*
- 2. Chacune des deux parties au différend désignera un arbitre dans un délai de trente jours.*
- 3. Les deux arbitres désignés nommeront d'un commun accord un surarbitre qui sera ressortissant d'une des Parties contractantes, mais d'une nationalité différente de celle des arbitres désignés. Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord, dans les deux mois suivant leur désignation, le surarbitre sera choisi par eux sur une liste de sept personnes établie par le Comité mixte de l'EEE.*

*Le Comité mixte établit et tient à jour cette liste conformément à ses règles de procédure.*

*4. A moins que les Parties contractantes n'en décident autrement, le tribunal d'arbitrage fixe lui-même ses règles de procédure. Il prend les décisions à la majorité.”*

Articolul 107 din acord se referă la Protocolul nr. 34, redactat după cum urmează:

*„Protocole 34 concernant la possibilité pour les Cour et Tribunaux des Etats de l'AELE de demander à la Cour de justice des Communautés européennes de se prononcer sur l'interprétation des règles de l'EEE correspondant à des règles communautaires*

#### *Article 1*

*Lorsqu'une question d'interprétation des dispositions du présent Accord qui sont identiques en substance aux dispositions des Traités établissant les Communautés européennes, tels que modifiés ou complétés, ou des actes adoptés en vertu de ces Traités, est soulevée dans une affaire pendante devant l'une des juridictions d'un Etat de l'AELE, cette juridiction peut, si elle l'estime nécessaire, demander à la Cour de justice des Communautés européennes, de se prononcer sur cette question.*

#### *Article 2*

*Un Etat de l'AELE, qui entend faire usage du présent Protocole, notifie au dépositaire de l'Accord et à la Cour de justice des Communautés européennes dans quelle mesure et selon quelles modalités le Protocole s'appliquera à ses juridictions.*

#### *Article 3*

*Le dépositaire notifie aux Parties contractantes toute notification effectuée conformément à l'article 2.”*

Protocolul nr. 35 este redactat după cum urmează:

*„Protocole 35: sur la mise en oeuvre des règles de l'EEE*

*Considérant que le présent Accord a pour but de réaliser un Espace Economique Européen homogène, basé sur des règles communes, sans qu'il soit demandé à aucune Partie contractante de transférer des pouvoirs législatifs à aucune institution de l'Espace Economique Européen; et qu'en conséquence, un tel objectif ne peut être atteint que par des procédures nationales;*

#### *Article unique*

*Afin de régler d'éventuels conflits entre les dispositions résultant de la mise en oeuvre des règles de l'EEE et d'autres dispositions législatives, les Etats de l'AELE s'engagent à*



*introduire, si nécessaire, dans leur législation une règle aux termes de laquelle les règles de l'EEE prévalent dans ces cas.”*

#### **IV – Rezumatul cererii Comisiei**

Comisia declară că a renegociat acordul având în vedere avizul Curții și dorința de a obține o cât mai mare omogenitate. Consecința imediată a avizului 1/91 a fost renunțarea la crearea unei instanțe SEE și luarea în considerare a posibilității de a crea o instanță AELS. Noile dispoziții se articulează în jurul a patru teme: omogenitatea în interpretarea dispozițiilor acordului, mecanismul de supraveghere, soluționarea litigiilor și concurența.

În ceea ce privește *prima* temă, Comisia subliniază importanța pe care aceasta o asociază omogenității, adică o aplicare și o interpretare cât mai uniforme ale acordului și ale dispozițiilor din dreptul comunitar a căror substanță este reprodusă în acord. Acest obiectiv este, în continuare, exprimat clar în preambulul acordului, printr-un nou considerent, și la noul articol 105 alineatul (1) care prevede, printre altele, procedura care trebuie urmată în cazul evoluției jurisprudenței Curții de Justiție sau al divergenței dintre cazurile instanței AELS și cele ale Curții de Justiție.

În ceea ce privește argumentul Curții conform căruia omogenitatea nu poate fi garantată prin articolul 6 din acord, Comisia afirmă că soluția ideală ar fi fost ca statele AELS să accepte începând din prezent jurisprudența viitoare a Curții de Justiție și ca articolul 6 să fie modificat în consecință. Deoarece acest lucru s-a dovedit total inacceptabil pentru statele AELS, la noul articol 105 este prevăzută o „recepție“ a noii jurisprudențe a Curții de Justiție prin măsuri luate de către comitetul mixt care vor face parte din normele aplicabile pentru întregul SEE. Un proces-verbal încheiat între părțile contractante precizează că în nici un caz deciziile comitetului mixt, luate în temeiul acestei dispoziții, nu pot afecta jurisprudența Curții de Justiție. Comisia afirmă, de asemenea, că acest lucru urmează să fie confirmat printr-o declarație care va fi atașată la procesul-verbal al Consiliului la încheierea acordului.

Noul articol 106 nu reia alineatul (1) al vechiului articolul 104 și se limitează la a institui o procedură de informare reciprocă între Curtea de Justiție, instanța AELS și instanța de ultim grad de jurisdicție din țările AELS.

În cele din urmă, noul articol 107 și noul Protocol nr. 34 menționează „deciziile“ Curții care au, așadar, un efect obligatoriu pentru statele AELS.

În ceea ce privește *a doua* temă, Comisia observă că faptul de a nu institui o instanță SEE implică crearea unei instanțe AELS pentru ca țările AELS să beneficieze de o procedură de supraveghere similară celei din cadrul Comunității și pentru ca garanții jurisdicționale identice să fie acordate societăților în materie de concurență.

În ceea ce privește *a treia* temă, Comisia subliniază că noul articol 111 instituie o procedură care vizează luarea în considerare a avizului 1/91 al Curții și, în același timp, a

necesității de a prevedea o procedură de soluționare a litigiilor. Ea precizează, în această privință, că în cazul în care instanța AELS nu are competență în acest domeniu și dacă interpretarea dispozițiilor din acord, care sunt, în substanță, identice cu cele din dreptul comunitar, nu poate fi încredințată decât Curții de Justiție, se impune adoptarea unei proceduri de soluționare a litigiilor, ținându-se seama de sfera de aplicare a acordului.

O asemenea procedură trebuie să se desfășoare în măsura în care este posibil în cadrul comitetului mixt și trebuie să aibă ca rezultat un acord politic între părțile contractante. În cazul în care un astfel de acord nu poate fi încheiat, noul articol 111 face distincție între conflictele care vizează o dispoziție din acord care este, în substanță, identică cu dispozițiile corespunzătoare din dreptul comunitar și cele care vizează o măsură de salvagardare sau de reechilibrare.

În cazul în care litigiul vizează o dispoziție care este în fond identică cu dispozițiile corespunzătoare din dreptul comunitar, părțile contractante în cauză pot decide să solicite Curții de Justiție să hotărască cu privire la problema în cauză. Dacă este cazul, cu toate că acest lucru nu este menționat în acord, s-a convenit că este de competența Comisiei să sesizeze Curtea și să îi solicite avizul, în sensul articolului 228 din Tratatul CEE. În cazul în care, după un anumit termen, nu a fost încheiat nici un acord în cadrul comitetului mixt, partea contractantă care se consideră vătămată poate lua fie măsuri de salvagardare, fie de suspendare a acordului.

În cazul în care litigiul vizează o clauză de salvagardare [noul articol 111 alineatul (3) sau articolul 112] sau de reechilibrare (articolul 114), domeniul de aplicare și durata valabilității măsurii de salvagardare sau proporționalitatea măsurii de reechilibrare pot fi supuse arbitrajului de către orice parte contractantă. Hotărârea arbitrală este obligatorie pentru părțile în litigiu, însă este prevăzut clar și în mod expres că nici o problemă de interpretare a acordului nu poate fi supusă arbitrajului. Arbitrii trebuie să se limiteze la fapte și nu pot să arbitreze în chestiuni de drept. Modalitățile de arbitraj sunt stabilite prin Protocolul nr. 33. Comisia estimează că, în aceste condiții, arbitrajul este conform punctelor 40 și 41 din Avizul 1/91.

În ceea ce privește tema *a patra*, Comisia afirmă că noul articol 56 trebuie citit în cadrul articolelor 53 și 54 din acord. Aplicarea coroborată a acestei noi dispoziții și a articolelor 85 și 86 din Tratatul CEE conduce la o situație în care, conform Comisiei,

Comunitatea are competență:

(i) în cazul acordurilor între întreprinderi, deciziilor asociațiilor de întreprinderi și practicilor concertate:

- pentru toate cazurile numite „pure“, în mod evident, adică cele în care doar articolul 85 este aplicabil, articolul 53 neputând fi luat în considerare decât atunci când comerțul între părțile contractante este afectat, adică, în cauză, între Comunitate și statele AELS;

- pentru cazurile numite „mixte“, adică cazurile în care există o restricție de concurență și în care comerțul este afectat nu numai între statele membre, ci și între „părțile contractante“, adică între Comunitate și statele din AELS (și în care și autoritatea de supraveghere a AELS ar putea, în principiu, invoca jurisdicție în baza articolului 53 din acord).

În aceste cazuri, Comisia va decide pe baza normelor de concurență comunitare completate de regulile SEE și deciziile acesteia vor putea fi puse în aplicare pe întreg teritoriul Spațiului Economic European. Atribuirea exclusivă a cazurilor mixte Comisiei rezultă din articolul 56 alineatul (1) litera (c), care prevede tratarea tuturor cazurilor mixte de către Comisie în cazul în care este afectat comerțul dintre statele membre;

- pentru o formă specifică de „cazuri mixte“;

adică, cazuri în care este afectat doar comerțul dintre un stat membru și unul sau mai multe state din AELS.

Comisia nu ar putea trata un astfel de caz pe baza normelor existente în dreptul comunitar (criteriile de la articolul 85 nu ar fi îndeplinite).

Instanța competentă pentru a decide în aceste cazuri în contextul SEE rezultă acum din articolul 53 al Acordului SEE care presupune că se aduce atingere comerțului între părțile contractante și reglementează, astfel, situația vizată anterior.

Această competență complet nouă va fi exercitată de Comisie din momentul în care întreprinderile vizate au pe teritoriul țărilor AELS o cifră de afaceri sub 33% din totalul cifrei lor de afaceri în Spațiul Economic European. Acest lucru rezultă din articolul 56 alineatul (1) litera (b) din Acordul SEE

(ii) în caz de abuz de poziție dominantă:

- Comunitatea este, în mod evident, competentă pentru problemele interne ale acesteia numai în baza articolului 86 și a raționamentului descris la punctul (i) prima liniuță;

- aceasta este, de asemenea, competentă pentru o formă specifică de cazuri numite „pure“ (deoarece autoritatea de supraveghere a AELS nu ar putea cere să se ocupe de aceste cazuri), adică în cazul în care pozițiile dominante există doar în Comunitate, însă abuzul afectează nu numai schimburile comerciale între statele membre ci și între părțile contractante. Articolul 54 din acord permite Comisiei să țină seama și de efectele unui astfel de abuz pe teritoriul țărilor AELS;

- pentru cazurile numite „mixte“, adică cele în care există o poziție dominantă în același timp în Comunitate și pe teritoriul AELS și în cazul în care abuzul afectează atât comerțul între statele membre, cât și între părțile contractante.

Comisia va acționa în acest caz pe baza normelor din Tratatul de la Roma completate de articolul 54 din Acordul SEE. Această competență exclusivă a Comunității reiese din articolul 56 alineatul (2) coroborat cu alineatul (1) litera (c) din același articol.

În baza acordului, autoritatea de supraveghere va fi competentă:

(a) în ceea ce privește acordurile între întreprinderi, deciziile asociațiilor de întreprinderi și practicile concertate:

(i) pentru toate cazurile „pure“ AELS, adică în cazurile în care doar comerțul între statele AELS este afectat;

(ii) pentru cazurile „mixte“ atunci când nu este afectat comerțul între statele membre ale Comunității, ci doar între un stat membru și unul sau mai multe state din AELS, cu condiția ca întreprinderile vizate să realizeze 33% sau mai mult din totalul cifrei lor de afaceri în Spațiul Economic European;

(iii) în cele din urmă, pentru cazurile „de minimis“ în Comunitate.

Este vorba de cazurile „mixte“ în care este afectat comerțul între statele membre și, prin urmare, Comunitatea este competentă, dar în care aceste efecte în Comunitate sunt atât de neînsemnate încât intră în categoria acordurilor de importanță minoră care, în conformitate cu comunicarea Comisiei din 3 septembrie 1986<sup>3</sup> nu sunt vizate la articolul 85 alineatul (1) din Tratatul CEE, astfel cum a fost interpretat de Curte. Cu toate acestea, aceste acorduri ar putea să aibă efecte apreciabile pe teritoriul statelor AELS. Astfel, era coerent ca aceste cazuri AELS „pure“ *de facto* să fie tratate de autoritatea de supraveghere a AELS. Întreprinderile vizate nu ar putea suporta amenzi pentru efectele unor astfel de acorduri în Comunitate, dat fiind că autoritatea de supraveghere a AELS trebuie să reia și să aplice *acquis-ul* comunitar, iar comunicarea Comisiei citată anterior prevede în mod expres că astfel de acorduri nu pot face obiectul amenzilor;

(b) în caz de abuz de poziție dominantă:

- pentru cazurile numite „pure“, adică cazurile în care există o poziție dominantă doar pe teritoriul AELS sau pe o parte substanțială a acestuia, iar abuzul nu afectează decât comerțul între statele AELS;

- pentru o formă specifică de cazuri numite „pure“ (denumită astfel deoarece Comisia nu ar avea în nici un caz competență), adică acele cazuri în care există o poziție dominantă în cadrul AELS, însă abuzul afectează comerțul între părțile contractante.

Comisia declară apoi că articolul 56 (nou) nu efectuează nici un transfer de competență în favoarea autorității de supraveghere a AELS și a instanței AELS. Aceasta subliniază, în cele din urmă, că noul articol 64 permite părților contractante, care consideră că una dintre ele nu a respectat normele în ceea ce privește ajutoarele de stat, să ia, inițial,

---

<sup>3</sup> JO C 231. p. 2.

măsurii provizorii și apoi definitive pentru a remedia situația cauzată de efectele încălcării. Aceste măsuri nu sunt supuse arbitrajului.

## **V – Rezumatul observațiilor Parlamentului European**

Parlamentul regretă că Comisia a sesizat Curtea de Justiție cu privire la un aspect parțial, cu toate că important, al structurii instituționale a Spațiului Economic European. Acesta estimează că ar fi trebuit să i se solicite Curții să examineze sistemul instituțional în ansamblu și, în special, rolul Parlamentului în procedura de decizie. Parlamentul estimează că respectivele competențe care îi sunt atribuite în acord sunt în contradicție cu principiul democratic enunțat în preambul.

În ceea ce privește compatibilitatea sistemului revizuit de control jurisdicțional cu Tratatul CEE, Parlamentul observă că compromisul la care s-a ajuns conține insuficiențe care fac o interpretare conformă cu tratatul să pară extrem de dificilă. Este nesatisfăcător să se încredințeze comitetului mixt interpretarea hotărârilor Curții și ale instanțelor AELS. Pe de altă parte, articolul 105 și procesul-verbal prevăzut conține termeni imprecizi. Formularea articolului 105 și trimiterea la articolul 111 nu garantează că Curtea de Justiție este singura investită cu competența de interpretare a dreptului comunitar. Această ultimă dispoziție nu conține suficiente garanții pentru a evita o interpretare diferită și lasă la aprecierea comitetului mixt să sesizeze sau nu Curtea de Justiție.

În această privință, Parlamentul își exprimă rezervele cu privire la faptul că procedura conform căreia Curtea de Justiție poate fi sesizată cu privire la o cerere de soluționare a unui litigiu nu este prevăzută în textul tratatului. Dimpotrivă, o altă dispoziție adoptată într-un context care nu este precizat prevede că această sesizare trebuie să se facă în conformitate cu procedura articolului 228 din Tratatul CEE. În cele din urmă, Parlamentul observă că procedurile sunt atât de complicate, iar liniile de demarcare sunt stabilite într-un mod atât de imprecis încât o revizie a textelor care au făcut obiectul renegocierii se impune doar din punctul de vedere al certitudinii juridice și al dificultății de a determina dreptul aplicabil unei situații date.

### **Punctul de vedere al Curții**

#### **I**

1 În prezentul aviz, Curtea se va limita să examineze, în conformitate cu cererea Comisiei, dacă dispozițiile care au fost renegociate în urma avizului din 14 decembrie 1991 sunt compatibile cu Tratatul CEE.

#### **II**

2 După modelul acordului în versiunea care a făcut obiectul avizului menționat anterior (în continuare „versiunea veche“), acordul numără printre obiectivele sale și pe acela de a garanta omogenitatea în interpretarea și aplicarea dreptului în Spațiul Economic

European. Acest obiectiv precizat la ultimul considerent din preambul și la primul articol al acordului trebuie să fie atins prin reluarea în dreptul care va reglementa Spațiul Economic European a unor dispoziții textual identice cu dispozițiile corespondente din dreptul comunitar și prin dispozițiile noi alese pentru soluționarea litigiilor.

3 Noile dispoziții din acord prevăd următoarele mecanisme.

4 În conformitate cu articolul 108 alineatul (2), statele din AELS trebuie să instituie „instanța AELS”. Un acord separat care urmează să fie încheiat între statele din AELS va atribui instanței AELS competență pentru a judeca acțiuni care vizează procedura de supraveghere în ceea ce privește statele din AELS, căi de atac împotriva deciziilor luate de autoritatea de supraveghere a AELS în domeniul concurenței și al soluționării litigiilor între două sau mai multe state din AELS.

5 În temeiul articolului 6, care nu a fost modificat, pentru punerea în aplicare a dispozițiilor acordului, acestea trebuie să fie interpretate în conformitate cu jurisprudența Curții de Justiție anterioară datei la care s-a semnat acordul și referitoare la dispozițiile corespondente din Tratatul CEE, din Tratatul CECO și din actele de drept comunitar derivat.

6 Pentru a atinge obiectivul unei interpretări uniforme pe cât posibil a dispozițiilor din acord și a dispozițiilor corespunzătoare din dreptul comunitar, articolul 105 alineatul (2) din acord prevede că comitetul mixt examinează permanent dezvoltarea jurisprudenței Curții de Justiție și a Curții AELS. Comitetul mixt acționează astfel încât să păstreze interpretarea omogenă a acordului. Conform unui „procès-verbal agréé ad article 105”, deciziile luate de comitetul mixt în temeiul acestei dispoziții nu pot în nici un caz să afecteze jurisprudența Curții de Justiție.

7 În temeiul articolului 105 alineatul (3), procedura prevăzută la articolul 111 se poate aplica în cazul în care, într-o perioadă de două luni după data la care a fost sesizat cu privire la o divergență între cazurile celor două instanțe, comitetul mixt nu a reușit să păstreze interpretarea omogenă a acordului.

8 Articolul 111 din acord prevede o procedură pentru soluționarea litigiilor cu privire la interpretarea sau la aplicarea acordului. Conform alineatelor (1) și (2) ale acestui articol, Comunitatea sau un stat din AELS poate transmite orice litigiu în această privință comitetului mixt care poate să o soluționeze.

9 În cazul în care litigiul vizează interpretarea dispozițiilor din acord care sunt identice, în esență, cu normele corespunzătoare din dreptul comunitar și în cazul în care aceasta nu a fost soluționată în cele trei luni de la data la care a fost prezentată comitetului mixt, articolul 111 alineatul (3) permite părților contractante implicate în litigiu să convină să solicite Curții de Justiție să se pronunțe asupra interpretării normelor relevante.

10 Articolul 111 alineatul (4) determină condițiile în care părțile contractante pot supune litigiul la arbitraj. Acesta prevede, în această privință, că litigiul trebuie să vizeze sfera de

aplicare sau durata clauzelor de salvagardare sau proporționalitatea măsurilor de reechilibrare și că acesta trebuie să nu fi fost rezolvat de comitetul mixt în termen de trei luni de la data la care conflictul a fost adus la cunoștința acestuia. De asemenea, acesta precizează că arbitrajul se desfășoară conform procedurilor prevăzute la Protocolul nr. 33, că nici o problemă de interpretare a dispozițiilor acordului care sunt identice, în esență, cu dispozițiile corespunzătoare din dreptul comunitar nu poate fi soluționată în cadrul acestor proceduri și că hotărârea arbitrală este constrângătoare pentru părțile aflate în litigiu.

11 În cele din urmă, Protocolul nr. 34, la care face trimitere articolul 107 din acord, conține dispoziții care permit statelor din AELS să autorizeze instanțele lor judecătorești să solicite Curții de Justiție o decizie asupra interpretării unei dispoziții a acordului care este identică în esență cu o dispoziție de drept comunitar.

### III

12 În raport cu vechea versiune a acordului, noile dispoziții cu privire la sistemul de soluționare a litigiilor se disting, în esență, prin următoarele puncte.

13 În primul rând, acordul nu mai instituie o instanță SEE. Instanța AELS nu are competență decât în cadrul AELS și nu prezintă legături personale și funcționale cu Curtea de Justiție.

14 În al doilea rând, acordul prevede două proceduri, una care vizează păstrarea interpretării omogene a acordului și alta care urmărește să soluționeze litigiile dintre părțile contractante. În cursul acestei ultime proceduri, Curtea de Justiție poate fi sesizată pentru a se pronunța asupra interpretării normelor pertinente.

15 În al treilea rând, statele din AELS își pot autoriza, în conformitate cu articolul 107 și cu Protocolul nr. 34, instanțele să solicite Curții de Justiție să emită o decizie și nu, în conformitate cu termenii utilizați în versiunea veche, „să se exprime“ cu privire la interpretarea unei dispoziții a acordului.

16 În al patrulea rând, acordul nu mai conține nici o dispoziție care obligă Curtea de Justiție să țină seama în mod corespunzător de jurisprudența altor instanțe.

### IV

17 În avizul din 14 decembrie 1991, Curtea a constatat că obiectivul de omogenitate în interpretarea și aplicarea dreptului în Spațiul Economic European era obstrucționat de divergențele existente între finalitatea și contextul acordului, pe de o parte, și finalitatea și contextul dreptului comunitar, pe de altă parte. Având în vedere această contradicție, Curtea a concluzionat că sistemul jurisdicțional avut în vedere era susceptibil de a contesta autonomia ordinii juridice comunitare în urmărirea obiectivelor proprii.

18 Deoarece divergențele evidențiate se mențin, este necesar să se examineze dacă noile dispoziții ale acordului, care le-au înlocuit pe cele pe care Curtea le considerase incompatibile cu autonomia dreptului comunitar, sunt susceptibile de a ridica obiecții similare.

19 În acest scop, este necesar să se constate că acordul nu mai prevede instituirea instanței SEE, însă are în vedere instituirea unei instanțe AELS printr-un acord separat care urmează a fi încheiat între statele din AELS. În această privință, este suficient să se observe că, contrar celor avute în vedere pentru instanța SEE, instanța AELS nu se va pronunța cu privire la litigii între părțile contractante și nu își va exercita competențele decât în interiorul AELS.

20 Prin urmare, rămâne de examinat dacă procedurile pentru soluționarea litigiilor prevăzute la articolul 105 și 111 din acord sunt compatibile cu Tratatul CEE și, în special, cu articolul 164.

21 Pentru a ajunge la o interpretare uniformă pe cât posibil a dispozițiilor din acord și a celor din legislația comunitară reluate în substanță în acord, articolul 105 din acest acord conferă comitetului mixt competența de a examina permanent dezvoltarea jurisprudenței Curții de Justiție a Comunităților Europene și a instanței AELS, precum și de a acționa astfel încât să se păstreze interpretarea omogenă a acordului.

22 În cazul în care acest articol ar trebui să fie înțeles ca oferind posibilitatea comitetului mixt să nu țină seama de caracterul constrângător al deciziilor Curții în ordinea juridică comunitară, atribuirea unei astfel de competențe acestui comitet ar aduce atingere autonomiei ordinii juridice comunitare, a cărei respectare Curtea trebuie să o asigure în temeiul articolului 164 din Tratatul CEE și ar fi, astfel, incompatibilă cu tratatul.

23 Cu toate acestea, în conformitate cu „procès-verbal agréé ad article 105”, deciziile luate de comitetul mixt în temeiul acestei dispoziții nu pot în nici un caz să afecteze jurisprudența Curții de Justiție.

24 Acest principiu constituie o garanție esențială indispensabilă autonomiei ordinii juridice comunitare.

25 În consecință, competența pe care articolul 105 o atribuie comitetului mixt pentru a păstra interpretarea omogenă acordului nu este compatibilă cu Tratatul CEE decât în cazul în care acest principiu este enunțat într-o formă obligatorie pentru părțile contractante.

26 În temeiul articolului 111, comitetul mixt sesizat de Comunitate sau de un stat din AELS are competența să soluționeze orice litigiu cu privire la interpretarea și la aplicarea acordului, inclusiv, în conformitate cu articolul 105 alineatul (3), litigiile cu privire la o diferență în jurisprudență și pe care acesta nu a putut să o rezolve, conform procedurii prevăzute la acest ultim articol.



27 Or, atribuirea unei astfel de competențe comitetului mixt ridică din nou problema menționată la punctul 22 din prezentul aviz.

28 În această privință, este necesar totodată să se observe că articolul 105 alineatul (3) stabilește o legătură între procedura de la acest articol și cea de la articolul 111 din acord și că această legătură impune o interpretare sistematică și coerentă a acestor două dispoziții. O astfel de interpretare implică în mod necesar faptul că și principiul enunțat în „procès-verbal agréé ad article 105” se aplică în cazul în care comitetul mixt încearcă să soluționeze un litigiu căutând o soluție acceptabilă pentru părțile contractante, în conformitate cu articolul 111.

29 Reiese că competențele pe care articolul 111 le atribuie comitetului mixt aduc atingere caracterului constrângător al jurisprudenței Curții și autonomiei ordinii juridice comunitare din momentul în care se stabilește faptul că principiul enunțat în „procès-verbal agréé ad article 105” obligă părțile contractante.

30 Interpretarea conform căreia comitetul mixt este obligat să respecte principiul susmenționat în cadrul articolului 111 este singura coerentă cu competența pe care alineatul (3) o atribuie Curții de Justiție pentru interpretarea normelor pertinente.

31 Se pune, astfel, întrebarea dacă atribuirea acestei ultime competențe Curții de Justiție este compatibilă cu tratatul.

32 Competențele conferite de tratat Curții nu pot fi modificate decât în cadrul procedurii prevăzute la articolul 236. Cu toate acestea, un acord internațional încheiat de Comunitate îi poate atribui competențe noi cu condiția ca această atribuire să nu denatureze funcția Curții astfel cum aceasta este concepută în Tratatul CEE.

33 În acest context s-a admis, în avizul de la 14 decembrie 1991, că un acord internațional încheiat de Comunitate putea să-i confere Curții competență pentru interpretarea dispozițiilor unui astfel de acord, cu condiția ca deciziile acesteia să aibă un efect constrângător. În fapt, funcția Curții, astfel cum este concepută în Tratatul CEE, este aceea a unei instanțe judecătorești ale cărei decizii sunt obligatorii.

34 Este adevărat că sesizarea Curții de Justiție în temeiul articolului 111 alineatul (3) din acord nu are ca scop să i se încredințeze soluționarea litigiului, care rămâne în sarcina comitetului mixt. Cu toate acestea, interpretarea pe care Curtea de Justiție trebuie să o dea are un caracter obligatoriu, după cum reiese chiar din termenii celor două versiuni lingvistice ale acordului care au fost prezentate Curții și care utilizează expresia „se prononcer” în franceză și „(to) give a ruling” în engleză.

35 Reiese că, în cazul în care Curții i se solicită să se pronunțe în temeiul articolului 111 alineatul (3) din acord, interpretarea dată de Curte normelor în cauză este obligatorie atât pentru părțile contractante cât și pentru comitetul mixt. În consecință, competența acordată Curții prin această dispoziție pentru a interpreta dispozițiile acordului, la cererea părților contractante, părți în litigiu, este compatibilă cu Tratatul CEE.

36 În ceea ce privește procedurile de arbitraj, este suficient să se evidențieze că, în conformitate cu articolul 111 alineatul (4) din acord, nici o problemă de interpretare a dispozițiilor din acord identice cu dispozițiile corespunzătoare din dreptul comunitar nu poate fi soluționată în acest cadru. Rezultă că soluționarea litigiilor pe calea arbitrajului nu este de natură să aducă atingere autonomiei ordinii juridice comunitare.

## V

37 În ceea ce privește dispozițiile acordului care permite statelor AELS să își autorizeze instanțele să solicite Curții de Justiție o decizie asupra interpretării unei dispoziții din acord, este suficient să se constate că formularea articolului 107 garantează un efect constrângător al răspunsurilor pe care Curtea de Justiție ar putea fi solicitată să le dea. Acest mecanism îndeplinește astfel cerințele formulate în avizul din 14 decembrie 1991 (Rec. p. I-6101) și este, așadar, compatibil cu dreptul comunitar.

## VI

38 Este necesar să se evalueze, în cele din urmă, compatibilitatea cu Tratatul CEE a normelor conținute la articolul 56 din acord pentru repartizarea competențelor în materie de concurență între autoritatea de supraveghere a AELS și Comisia Comunităților Europene.

39 Astfel cum reiese din jurisprudența Curții (hotărârea din 31 martie 1971, Comisia/Consiliul, 22/70, Rec. p. 263, „cazul AETR“, hotărârea din 14 iulie 1976 Kramer, 3/76, 4/76 și 6/76, Rec. p. 1279 și hotărârea 1/76 din 26 aprilie 1977, punctul 3, Rec. p. 741), competența Comunității de a încheia acorduri internaționale reiese nu numai dintr-o atribuire explicită prin tratat, ci și din alte dispoziții din tratat și din măsuri luate în cadrul acestor dispoziții de către instituțiile Comunității.

40 În consecință, Comunitatea este competentă, în temeiul normelor de concurență din Tratatul CEE și al măsurilor luate pentru aplicarea acestora, să încheie acorduri internaționale în acest domeniu.

41 Este necesar să se evidențieze că această competență comportă, în mod necesar, posibilitatea pentru Comunitate să accepte norme convenționale cu privire la repartizarea competențelor respective ale părților contractante în domeniul concurenței, în cazul în care aceste norme nu denaturează competențele Comunității și ale instituțiilor acesteia astfel cum sunt concepute în tratat.

42 Reiese că articolul 56 din acord este compatibil cu Tratatul CEE.

Prin urmare,

## CURTEA

emite următorul aviz:

**Sunt compatibile cu Tratatul de instituire a Comunității Economice Europene următoarele:**

**(1) dispozițiile din acord referitoare la soluționarea litigiilor, atâta timp cât principiul conform căruia deciziile luate de către comitetul mixt nu pot în nici un caz să afecteze jurisprudența Curții de Justiție este enunțat într-o formă care obligă părțile contractante,**

**(2) articolul 56 din acord referitor la repartizarea competențelor în materie de concurență.**

Due	Joliet	Schockweiler
Președinte	Președinte de cameră	Președinte de cameră
Grévisse	Kapteyn	Mancini
Președinte de cameră	Președinte de cameră	Judecător
Moitinho de Almeida	Rodriguez Iglesias	Diez de Velasco
Judecător	Judecător	Judecător
Zuleeg	Murray	Edward
Judecător	Judecător	Judecător

Pronunțat la Luxemburg, 10 aprilie 1992

Grefier

J.-G. Giraud